

Initiatives ministérielles

Nous avons modifié le système des REER. Nous avons fait en sorte qu'une personne qui gagne moins de 20 000 \$ voit ses droits de cotiser à un REER réduits tandis qu'une autre, qui gagne 86 000 \$ par an, voit ses droits de cotiser à un REER et d'éviter des impôts considérablement augmentés. C'est le genre d'approche que le gouvernement a adoptée face au déficit et à la dette.

J'en conclus qu'il a délibérément fait augmenter le déficit et la dette. Il n'a pris aucune mesure pour les contrôler quand il a été porté au pouvoir, en 1984. Il n'a fait qu'augmenter les montants que les riches et les sociétés peuvent déduire aux fins de l'impôt. Il n'a haussé les taux d'intérêt que pour maintenir le dollar élevé. Cela faisait partie, apparemment, de l'Accord de libre-échange. Il a conclu avec les États-Unis, qui sont concurrentiels comparativement à nous, une entente pour maintenir notre dollar élevé. J'en conclus qu'il a agi ainsi pour nuire à nos programmes sociaux. Du point de vue philosophique, il n'appuie pas le concept canadien d'un filet de sécurité sociale, de programmes sociaux nationaux et d'un leadership national dans ce secteur. Malheureusement, en agissant ainsi, il commence à détruire l'essence même du Canada.

C'est de tout cela dont il faut tenir compte dans l'examen du projet de loi C-60, qui porte sur les paiements de transfert que verse le gouvernement fédéral aux provinces. Il faut prendre en considération le bilan du gouvernement et sa décision de n'assumer aucune responsabilité. En effet, le gouvernement a décidé de se décharger, sur les provinces, de ses responsabilités en matière d'enseignement postsecondaire, de soins de santé et de services correctionnels. Il a décidé de se décharger, sur les employeurs et les employés, de ses responsabilités envers les chômeurs. Il a décidé de se décharger, sur les provinces, par l'entremise du Régime d'assistance publique du Canada, de ses responsabilités envers les assistés sociaux et les enfants.

C'est pour ces raisons que les Canadiens ne lui font plus confiance.

M. Brian O'Kurley (Elk Island): J'ai écouté certaines des belles paroles de mon collègue néo-démocrate, particulièrement son accusation selon laquelle le gouvernement fédéral accroît délibérément le déficit. Eh bien, cela va dans le sens des autres fausses informations répandues par les députés néo-démocrates. En fait, en 1984, le déficit atteignait presque 40 milliards de dollars et, comme mon collègue le sait ou devrait le savoir du

moins, on l'a réduit de près de 10 milliards de dollars. Il est maintenant de l'ordre de 30 milliards de dollars.

Malgré tout, je tiens à reconnaître que mon collègue et d'autres membres de son parti défendent peut-être sincèrement les intérêts de la génération actuelle. Cependant, le Parti progressiste-conservateur considère qu'il doit non seulement répondre aux besoins sociaux de la génération actuelle, mais également se préoccuper du sort des générations futures.

Il y a à la Chambre des Communes aujourd'hui de très jeunes gens. Les députés de notre parti veulent s'assurer que les gouvernements futurs du pays seront en mesure de répondre aux besoins des générations à venir. Je crains simplement que l'attitude des néo-démocrates et d'autres députés de l'opposition, qui consiste à s'occuper simplement de nos besoins actuels, ne tienne pas compte de l'avenir et de la capacité des futurs gouvernements de répondre aux besoins sociaux des Canadiens.

Si nous agissions comme les socialistes nous le recommandent et dépensions sans compter, comme le fait le gouvernement socialiste de l'Ontario, quelles seraient alors les répercussions sur les générations futures et la capacité de répondre à leurs besoins?

M. Karpoff: J'invite le député à se rendre dans les banques d'alimentation aujourd'hui et à demander aux générations futures, dont les deux tiers sont des enfants de la région de l'Atlantique, ce que l'avenir leur réserve. Ces enfants ont faim et ils ne peuvent aller à l'école faute d'être bien nourris. Est-ce là l'avenir dont parle le député?

Il est bien beau de dire à une personne qui ne peut aller à l'université ni se permettre de suivre des études postsecondaires, que son avenir s'annonce brillant. Cependant, où est son avenir en réalité?

Il est vrai que le déficit et la dette constituent un grave problème. Le gouvernement actuel aurait dû s'en occuper en 1984, mais depuis huit ans, il montre bien qu'il est tout à fait incompetent et qu'il ne peut juguler le déficit ni commencer à éponger notre dette. Notre endettement ne fait que croître. La dette totale du pays est passée de 160 milliards de dollars à 420 milliards de dollars. Or, même les conservateurs doivent comprendre qu'ils dépensent plus qu'ils ne perçoivent—même s'ils sont loin d'être aussi prodigues que les libéraux à l'époque. Ils ne font absolument rien pour juguler le déficit si ce n'est de se décharger de leurs responsabilités sur les provinces et faire supporter le fardeau aux pauvres.